

Siège :

9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER

☎ 05.56.73.29.26

[Signature]

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 22 DECEMBRE 2022
D22122022/175

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires : Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Christian BOURA
Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD,
Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean-Luc PIQUEMAL,
Tony TRIJOLET, Catherine ROBINEAU, Catherine GIANNORSI, Patrick BURAN,
Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Jean-Yves MAS,
Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN,
Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Christine GRASS.

ETAIENT REPRESENTES : Frédéric QUILLET donne pouvoir à Florence LEGRAND
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI
Pascale COLMET-MARZAT donne pouvoir à Laurent PEYRONDET
Jacques BIDAUN donne pouvoir à Christine GRASS

ETAIENT ABSENTS : Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES : Stéphane MARGALEF, Christian BOURNIGAL, Jean-Marie REVAILLER,
Jean-Marie BERTET, Valérie DA COSTA OLIVERA, Liliane DUBOIS

Membres suppléants
remplaçant un membre
titulaire :

Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE : Chantal PARISE

Objet : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : DEMANDES DE DEROGATIONS AU REPOS DOMINICAL
POUR L'ANNEE 2023

Rapporteur : Laurent PEYRONDET, 1^{er} Vice-Président

Vote : UNANIMITE

L'article L3132-26 du Code du Travail dispose que :

« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification. »

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L3133-1, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire au titre du présent article, dans la limite de trois. »

En la matière, il convient de préciser que cette disposition législative est issue de la loi n° 2013-590 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

- Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche dans le cadre des « dimanches du maire ».
- Le nombre de ces dimanches ne peut excéder 12 par an.
- Chaque salarié ainsi privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente et bénéficie d'un repos compensateur équivalent en temps.
- L'arrêté municipal détermine les conditions dans lesquelles ce repos est accordé, soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.
- Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

Les communes de Lacanau, Soulac-sur-Mer, Vendays-Montalivet et Le Verdon-sur-Mer sollicitent l'avis de la Communauté de Communes.

| Communes | Enseignes | Ouvertures dominicales proposées en 2023 | | | |
|--------------------|-------------------------|--|--|--|----------------------|
| | | Juillet | Août | Décembre | |
| Lacanau | Super U Lacanau Ville | 09/07/2023 16/07/2023 23/07/2023 30/07/2023 | 06/08/2023 13/08/2023 20/08/2023 | 24/12/2023 31/12/2023 | |
| | U Express Lacanau Océan | 09/07/2023 16/07/2023 23/07/2023 30/07/2023 | 06/08/2023 13/08/2023 20/08/2023 | | |
| Soulac-sur-Mer | Carrefour Market | 09/07/2023 16/07/2023 23/07/2023 30/07/2023 | 06/08/2023 13/08/2023 20/08/2023 | 24/12/2023 31/12/2023 | |
| | Lidl | 16/07/2023 23/07/2023 30/07/2023 | 06/08/2023 13/08/2023 20/08/2023 | 17/12/2023 24/12/2023 31/12/2023 | |
| Vendays-Montalivet | Aldi | Juin | Juillet | Août | Septembre |
| | | 25/06/2023 | 02/07/23 09/07/23 16/07/23 23/07/23 30/07/23 | 06/08/23 13/08/23 20/08/23 27/08/23 | 03/09/23 |
| Le Verdon-sur-Mer | Leclerc | Juin | Juillet | Août | Décembre |
| | | 25/06/23 | 02/07/23 09/07/23 16/07/23 23/07/23 30/07/23 | 06/08/23 13/08/23 20/08/23 27/08/23 | 24/12/23 31/12/23 |

Il est proposé au Conseil Communautaire de s'en remettre à la décision des Maires, pour apprécier l'autorisation d'ouvertures dominicales au regard des particularités locales et du degré de concurrence commerciale sur la zone de chalandise.

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 8 décembre 2022, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE

- De s'en remettre à la décision des Maires, pour apprécier l'autorisation d'ouvertures dominicales au regard des particularités locales et du degré de concurrence commerciale sur la zone de chalandise.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 27

Nombre de suffrages exprimés : /

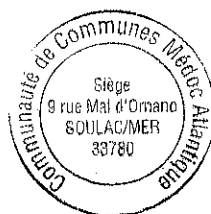
Vote : Pour : 31 Contre : / Abstention : /

FAIT ET DÉLIBÈRE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNÉ AU REGISTRE LES MEMBRES PRÉSENTS

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 22 DÉCEMBRE 2022



LE PRÉSIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.